

SUÈDE

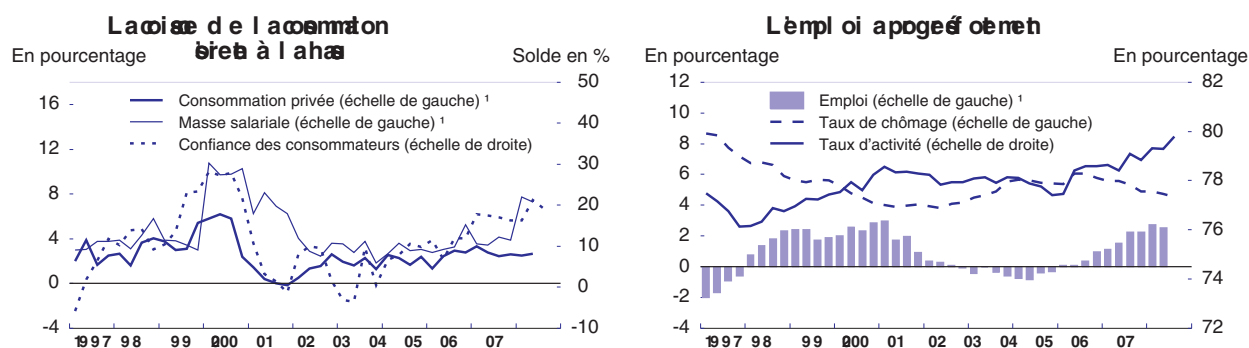
Après une très forte hausse en 2006, la croissance de l'économie suédoise a été moins vive en 2007, en raison principalement d'une plus faible croissance des exportations. La demande intérieure continuera probablement de croître sensiblement dans le court terme car une forte progression de l'emploi et des revenus devrait stimuler la consommation privée.

L'inflation continuera sans doute de monter du fait que la tension du marché du travail pourrait renforcer progressivement la hausse des salaires. La banque centrale devrait continuer de resserrer légèrement la politique monétaire, et il faudrait éviter une politique budgétaire expansionniste.

La demande intérieure croît rapidement

L'économie suédoise a connu une vigoureuse expansion ces dernières années. En 2006, l'expansion s'est appuyée sur une forte progression des exportations liée à la vigueur de l'économie mondiale. L'accroissement des exportations s'est ralenti au premier semestre de 2007, la diminution des exportations de marchandises à destination des États-Unis au cours des deux années passées s'étant doublée d'un affaiblissement de la croissance des ventes aux principaux partenaires commerciaux européens. Si la croissance du PIB en a été ralentie, la demande intérieure a continué d'augmenter notablement. En particulier, la rapide expansion de l'investissement résidentiel s'est poursuivie en 2007, étayée par la hausse continue des prix des logements et par une vigoureuse demande sous-jacente. L'utilisation des capacités a atteint des sommets par rapport au passé, entraînant une forte hausse de l'investissement des entreprises. L'expansion de la consommation privée a été vive mais moins que l'on n'aurait pu s'y attendre compte tenu des niveaux élevés de confiance des consommateurs et de la progression prononcée des revenus. Le marché du travail a réagi à la vigueur de la demande intérieure et le taux de chômage a reculé sensiblement depuis 2006. L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation,

5 e



1. Par rapport à la même période de l'année précédente.

Source : Institut national suédois de recherche économique; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 82.

Suède : Demande, production et prix


	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privé e	1 240.0	2.4	2.8	2.8	3.5	3.0
Consommation publique	703.0	0.3	1.8	1.7	1.0	0.5
Formation brute de capital fixe	417.6	8.1	7.9	10.3	7.1	3.5
Demande intérieure finale	2 360.6	2.7	3.5	3.9	3.5	2.4
Variation des stocks ¹	- 0.3	-0.1	0.0	0.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	2 360.4	2.7	3.5	4.2	3.6	2.4
Exportations de biens et services	1 184.5	7.0	8.4	5.1	5.7	6.5
Importations de biens et services	979.8	6.2	7.9	7.3	6.9	6.8
Exportations nettes ¹	204.7	0.8	0.8	-0.5	-0.1	0.3
PIB aux prix du marché	2 565.1	2.9	4.5	3.4	3.2	2.6
Déflateur du PIB	—	1.2	1.5	3.1	2.6	2.5
<i>Pour mémoire</i>	—					
Indice des prix de consommation	—	0.5	1.4	1.9	2.5	2.6
Déflateur de la consommation privé e	—	1.3	1.3	1.8	2.8	2.6
Taux de chômage ²	—	5.8	5.3	4.6	3.8	3.6
Taux d'épargne des ménages ³	—	8.7	8.3	9.9	6.8	4.4
Solde des administrations publiques ^{4,5}	—	2.1	2.3	2.9	3.1	3.1
Balance des opérations courantes ⁴	—	7.0	7.1	7.0	6.7	6.8

Note : Les comptes nationaux sont basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

Sur la base des informations disponibles au 20 novembre, donc avant la parution des données du troisième trimestre 2007 et des révisions des données historiques.

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. Les séries historiques comme les prévisions sont basées sur une définition du chômage couvrant les 16-64 ans, non compris les étudiants à plein temps à la recherche d'un emploi et disponibles pour travailler, car considérés comme faisant partie de la population active.
3. En pourcentage du revenu disponible.
4. En pourcentage du PIB.
5. Définition Maastricht.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 82.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/165855300585>

a continué de s'intensifier, en raison notamment du coût plus élevé des intérêts pour les résidences principales, mais aussi à cause du renchérissement aussi bien des prix des produits d'origine nationale que des importations.

La politique monétaire prend un tour restrictif tandis que les impôts sont allégés

Avec le resserrement progressif de la politique monétaire ces deux dernières années, le taux d'intérêt directeur est maintenant proche de son niveau neutre. L'inflation atteignant déjà l'objectif de 2 % fixé par la banque centrale et la progression des salaires s'accroissant, les prévisions reposent sur une stratégie de politique monétaire qui consiste à agir rapidement et à maintenir un léger resserrement. Cela influera sans doute petit à petit sur la demande, en particulier l'investissement des entreprises et l'investissement résidentiel, au cours de la période couverte par les prévisions. Des coûts de financement plus élevés et le coût croissant de la construction vont sans doute calmer progressivement l'explosion de l'investissement dans le logement, qui dure depuis

quelques années. Une progression très marquée des revenus, due à des salaires après impôt plus élevés et à une forte expansion de l'emploi, semble toutefois devoir soutenir la consommation en 2008. Cet effet devrait se dissiper en 2009 par suite d'un relèvement des taux d'intérêt et d'un affaiblissement de la croissance de l'emploi. En même temps, le gouvernement prend de nouvelles initiatives en vue d'accroître l'offre de main-d'œuvre et de réduire le chômage. Les réformes annoncées l'an dernier seront complétées par des mesures additionnelles figurant dans le budget pour 2008. Ces réformes auront sans doute un impact notable sur l'emploi dans le long terme. Il est aussi possible que l'accroissement attendu de l'offre de main-d'œuvre se produise dans le court terme, ce qui faciliterait une expansion toujours rapide de la production. Cela pourrait conduire à une croissance de la production supérieure au potentiel, avec des pressions inflationnistes moins intenses que celles qui sont envisagées actuellement.

La croissance reviendrait à son niveau potentiel en 2009...

En fin de compte, les conditions monétaires plus restrictives affaibliront sans doute légèrement la progression du PIB en 2008, malgré une accélération des exportations. La croissance devrait être un peu au-dessous de son taux potentiel en 2009. Le taux de chômage semble devoir continuer de baisser tout au long de la période considérée, en dépit d'un relâchement dans la progression de l'emploi. La hausse des prix à la consommation continuera sans doute de s'accroître jusqu'au second semestre de 2008.

... la principale incertitude étant liée à l'évolution de l'inflation

Un des risques attachés aux prévisions réside dans la tension du marché du travail, qui génère des pressions inflationnistes, mais il est possible aussi qu'une augmentation de l'offre de main-d'œuvre se produise plus tôt que prévu par suite des réformes du marché du travail et tempère les pressions sur les salaires. En même temps, la croissance du PIB pourrait être plus faible que prévu si la progression des exportations continuait de se ralentir par suite d'un affaiblissement de la croissance de la demande mondiale plus marqué que prévu.

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE

N° 81, juin 2007

Tirer le meilleur parti de la mondialisation

Consolidation budgétaire : les leçons de l'expérience

N° 80, décembre 2006

Les ménages sont-ils plus vulnérables du fait de leur endettement croissant ?

N° 79, juin 2006

Les pressions budgétaires à prévoir pour les dépenses relatives aux soins de santé et aux soins de longue durée

N° 78, décembre 2006

Le rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements

N° 77, juin 2005

Mesurer et évaluer l'inflation sous-jacente

N° 76, décembre 2004

Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques

Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire

N° 75, juin 2004

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique

Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis

Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires

Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

N° 74, décembre 2003

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires

Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales

Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

N° 73, juin 2003

Après la bulle des télécommunications

Politiques structurelles et croissance

Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE

Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE

Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : gérer les risques	7
Chapitre 1. Évaluation générale de la situation macroéconomique	11
Vue d'ensemble	12
Évolutions récentes	14
Les forces à l'œuvre et les risques	26
Perspectives de croissance	48
Enjeux de politique macroéconomique	55
Appendice 1.A1. Évaluation des prévisions de croissance de l'OCDE pour les économies du G7 ...	68
Chapitre 2. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres ..	73
États-Unis	74
Japon	79
Zone euro	84
Allemagne	89
France	94
Italie	99
Royaume-Uni	104
Canada	109
Australie	114
Autriche	117
Belgique	120
Corée	123
Danemark	126
Espagne	129
Finlande	132
Grèce	135
Hongrie	138
Irlande	141
Islande	144
Luxembourg	147
Mexique	150
Norvège	153
Nouvelle-Zélande	156
Pays-Bas	160
Pologne	163
Portugal	166
République slovaque	169
République tchèque	172
Suède	175
Suisse	178
Turquie	181
Brésil	184
Chine	188
Inde	192
Fédération de Russie	196
Chapitre 3. Épargne et investissement des entreprises : évolutions récentes et perspectives	201
Introduction et synthèse des principaux résultats	202
Les déterminants de l'augmentation de la capacité de financement globale des entreprises de la zone OCDE	208
Les déterminants des différences entre pays	213
L'évolution future de la capacité de financement des entreprises et ses implications	221
Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE ...	227
Annexe statistique	229
Classification des pays	230
Mode de pondération pour les données agrégées	230
Taux de conversion irrévocable de l'euro	230
Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour	231
Tableaux annexes	233

Encadrés

1.1. Chronologie des turbulences sur les marchés de capitaux	15
1.2. Influence de l'Inde sur l'économie mondiale comparée à celle de la Chine	23
1.3. Prévisions des investissements dans le logement	32
1.4. Quels sont les déterminants des prix des denrées alimentaires?	41
1.5. Fonds d'investissement souverains	46
1.6. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions	51
1.7. Évaluer le NAIRU	57
3.1. L'épargne des entreprises et la balance des opérations courantes en Chine	205
3.2. Relations entre la capacité de financement des entreprises et les autres secteurs	221

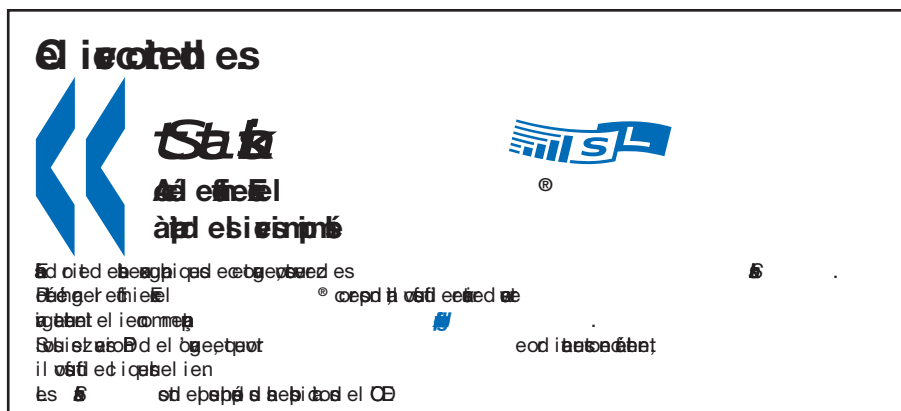
Tableaux

1.1. La croissance devrait un peu ralentir	12
1.2. Les prix réels du logement sont élevés	18
1.3. Les prix réels du logement sont élevés	25
1.4. L'évolution des salaires reste modérée	26
1.5. L'effet d'une augmentation du prix du pétrole de \$10 le baril	39
1.6. Perspective de croissance à court terme	48
1.7. La demande se rééquilibre	52
1.8. Le commerce mondial soutient la croissance et les déséquilibres extérieurs restent importants ..	53
1.9. La consolidation budgétaire ne progresse pas	66
1.10. Erreurs de projection pour le G7 dans les <i>Perspectives économiques</i> , 1991-2006	71
3.1. Contributions à l'augmentation de la capacité de financement des entreprises dans la zone OCDE, sur la période 2001-05	204
3.2. Effet des variations des prix relatifs des biens d'équipement sur les taux d'investissement ...	212
3.3. Distribution de dividendes	218

Graphiques

1.1. Les turbulences financières se sont calmées mais seulement en partie	17
1.2. L'investissement réel en logement ralentit dans la plupart des pays	18
1.3. L'amélioration sur les marchés des logements a été fortement corrélée entre les pays	20
1.4. Le prix des matières premières est en hausse	21
1.5. La croissance se maintient jusqu'à maintenant	21
1.6. Différentes mesures du risque	28
1.7. Les banques durcissent les conditions d'octroi des crédits	29
1.8. L'investissement en logement est au plus haut des dix dernières années pour beaucoup de pays ..	31
1.9. L'augmentation de la demande de pétrole brut depuis 1995 est tirée par les pays non OCDE.	37
1.10. Les pétrodollars sont dépensés plus vite	37
1.11. Taux de change effectif	42
1.12. Accumulation estimée de réserve (en excluant l'or)	44
1.13. La confiance est relativement faible	49
1.14. L'orientation des taux directeurs a commencé à diverger	56
1.15. Les écarts de chômage rétrécissent	56
1.16. Mesures de l'inflation globale et sous-jacente	60
1.17. Les soldes budgétaires se sont améliorés entre 2003 et 2007	62
1.18. L'amélioration des recettes courantes vient principalement de l'impôt sur les sociétés	63
1.19. Projections des <i>Perspectives économiques</i> et croissance du PIB observé	70
3.1. Capacité de financement des entreprises de la zone OCDE	202

3.2. Évolution de la capacité de financement : une perspective globale	203
3.3. Capacité de financement des entreprises	207
3.4. Capacité de financement des entreprises financières et non financières dans la zone OCDE	209
3.5. Formation brute de capital fixe et investissement direct à l'étranger	213
3.6. Principaux concepts utilisés pour décrire les comptes du secteur des entreprises	214
3.7. Composition de la variation de l'épargne brute des entreprises (2001-05)	215
3.8. Contribution des effets intra- et intersectoriels à la variation de l'excédent brut d'exploitation (2001-2004)	216
3.9. Contribution des secteurs à la variation de l'excédent brut d'exploitation (2001-04)	217
3.10. Principaux flux financiers des entreprises non financières	220



Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

Résumé des prévisions

	2007	2008	2009	2009										Quatrième trimestre		
				2007	2008		2009					2009				
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2007	2008	2009	
Pourcentage																
Croissance du PIB en volume																
États-Unis	2.2	2.0	2.2	1.3	1.1	1.5	1.8	1.9	2.2	2.5	2.7	2.8	2.6	1.6	2.5	
Japon	1.9	1.6	1.8	1.7	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8	1.9	1.9	1.9	1.3	1.7	1.9	
Zone euro	2.6	1.9	2.0	1.7	1.8	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.2	1.9	2.0	
OCDE total	2.7	2.3	2.4	2.0	1.9	2.0	2.2	2.3	2.5	2.6	2.7	2.7	2.6	2.1	2.6	
Inflation																
États-Unis	2.6	2.1	2.0	2.4	2.5	2.0	1.9	1.9	2.1	1.9	1.9	2.0	2.5	2.1	2.0	
Japon	-0.5	-0.3	0.3	-1.0	-0.2	0.1	0.1	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	-0.8	0.1	0.4	
Zone euro	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.4	2.2	2.3	
OCDE total	2.3	2.1	2.1	2.3	2.3	2.1	2.1	2.0	2.1	2.0	2.0	2.1	2.4	2.1	2.1	
Taux de chômage¹																
États-Unis	4.6	5.0	5.0	4.8	4.8	4.9	5.0	5.1	5.1	5.0	5.0	4.9	4.8	5.1	4.9	
Japon	3.8	3.7	3.6	3.8	3.8	3.8	3.7	3.7	3.7	3.6	3.5	3.5	3.8	3.7	3.5	
Zone euro	6.8	6.4	6.4	6.5	6.5	6.5	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.5	6.4	6.4	
OCDE total	5.4	5.4	5.3	5.4	5.4	5.4	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.2	5.4	5.3	5.2	
Croissance du commerce mondial																
	7.0	8.1	8.1	8.2	8.0	8.0	8.0	8.0	8.1	8.2	8.2	8.2	7.7	8.0	8.2	
Balance courante²																
États-Unis	-5.6	-5.4	-5.3													
Japon	4.7	4.8	5.2													
Zone euro	0.2	-0.1	-0.2													
OCDE total	-1.4	-1.4	-1.4													
Solde budgétaire structurel³																
États-Unis	-3.0	-3.4	-3.4													
Japon	-3.4	-3.9	-3.6													
Zone euro	-0.6	-0.6	-0.4													
OCDE total	-2.0	-2.2	-2.1													
Taux d'intérêt à court terme																
États-Unis	5.3	4.6	4.7	5.0	4.8	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.7	4.8				
Japon	0.7	0.6	0.9	0.8	0.7	0.6	0.6	0.6	0.7	0.8	0.9	1.2				
Zone euro	4.3	4.2	4.1	4.7	4.4	4.2	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1				

Note La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux ailleurs. Les taux d'intérêt sont : États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques budgétaires en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 12 novembre 2007 ; en particulier 1 dollar = 109,38 yen et 0,69 euros ;

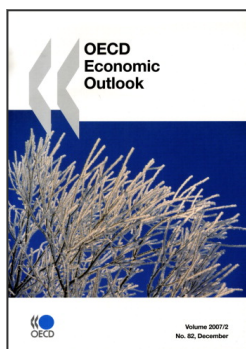
Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 20 novembre 2007.

1. En pourcentage de la population active.

2. En pourcentage du PIB.

3. Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques, en pourcentage du PIB potentiel.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 82.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2007 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2007-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2007), « Suède », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2007 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2007-2-32-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.